

Aurélie Filippetti pour <b>Benoît Hamon</b>	Jean-Charles Hourcade pour <b>Jean-Luc Mélenchon</b>	Arnaud Leroy pour <b>Emmanuel Macron</b>	David Rachline pour <b>Marine le Pen</b>	Jean-Pierre Raffarin pour <b>François Fillon</b>
<b>Quelle forme de gouvernance ministérielle pour le secteur du Tourisme ?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Nommer une seule personne chargée du Tourisme.</li> <li>Rattacher le Tourisme à un grand Ministère (Quai d'Orsay ou Bercy) afin de gagner des arbitrages et de profiter de moyens conséquents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rattacher le tourisme au Quai d'Orsay et son réseau exceptionnel des ambassades à l'étranger.</li> <li>Soutenir l'ancrage local via le maillage territorial.</li> <li>Recréer un « Conseil international du Tourisme »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nommer un responsable gouvernemental en charge du dossier tourisme, chargé d'assurer le pilotage et la mise en œuvre de la stratégie nationale en concertation avec les territoires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenir à un Etat stratège.</li> <li>Donner un pouvoir plus important aux communes dans le domaine du tourisme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le tourisme, c'est Matignon. Réinstaurer une DATAR en tant qu'outil interministériel dont le premier Ministre est l'animateur et le responsable.</li> <li>Lancer un "Varenne du tourisme" en écho au "Grenelle de l'environnement" comme structure horizontale associant tous les ministères.</li> </ul>
<b>Comment améliorer l'attractivité de la France ?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversifier l'offre autour du tourisme durable.</li> <li>Soutenir l'Economie Sociale et Solidaire en permettant le développement de structures nouvelles en matière touristique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les vecteurs de diffusion et de rayonnement de la France à l'international : le réseau des ambassades, de l'alliance française, des lycées français et de tout ce qui contribue à la présence de la France à l'étranger</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rendre l'offre touristique française à l'étranger plus lisible et plus visible sur l'ensemble des canaux de distribution avec une réelle stratégie digitale coordonnée entre les différents acteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inscrire dans la constitution la défense et la promotion du patrimoine historique et culturel de la France sur lequel est adossé une grande partie du tourisme en France.</li> <li>Retrouver une monnaie adaptée à notre économie en faveur de nos exportations, dont le secteur du tourisme sera le premier bénéficiaire.</li> <li>Valoriser le potentiel touristique de l'Outre-mer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir un tourisme qualitatif avec une montée en gamme, une qualité des produits, des prestations et des marges.</li> <li>Revoir la politique de la France qui supprime tous les paiements cash, ce qui la pénalise vis-à-vis de plusieurs marchés touristiques étrangers majeurs.</li> </ul>
<b>Comment traiter la problématique de la sécurité pour les touristes étrangers ?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Saluer la réactivité du gouvernement en matière de sécurisation des lieux touristiques.</li> <li>Mener des campagnes de communication pour rassurer les touristes étrangers qui viennent en France.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Traiter la sécurité du quotidien par les polices de proximité.</li> <li>Traiter le terrorisme de façon professionnelle par des services de police ou militaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Embaucher des policiers.</li> <li>Lancer une campagne de sécurisation, animée par des personnes en service civique dans les lieux touristiques et coordonnée avec les collectivités locales et les gestionnaires d'aéroports et la SNCF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener un véritable combat contre les attentats islamistes et le déficit sécuritaire qui marque les esprits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La sécurité qui est aujourd'hui le sujet de la guerre économique en étant utilisée en termes de communication par nos adversaires, doit être renforcée dans le cadre d'un partenariat public-privé.</li> </ul>
<b>Comment développer l'emploi dans le tourisme?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Valoriser les métiers du tourisme auprès des jeunes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser l'innovation numérique en mettant en place des mesures de diffusion de bonnes pratiques dans le secteur du Tourisme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procéder à une baisse des charges salariales avec la transformation du CICE.</li> <li>Soutenir la formation avec 15 milliards d'euros</li> <li>Assouplir la loi SRU pour construire des résidences pour les saisonniers.</li> <li>Améliorer le statut des travailleurs saisonniers en créant un système de micro-franchises solidaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer une offre de formation</li> <li>Renforcer l'attractivité de celle existante, et ce dès le collège, avec la fin du collège unique et le développement massif de l'alternance.</li> <li>Pour ce qui est de l'emploi au sens strict, mettre en place la priorité nationale et supprimer la directive détachement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entre les PME et les grands groupes, avoir des approches spécifiques pour faire en sorte que ceux qui participent à l'attractivité du Pays puissent trouver des avantages : soit par la capacité d'avoir un taux d'IS spécifique, soit par celle de pouvoir réaffecter le capital et les résultats à des taux spécifiques.</li> <li>Travailler également avec les Régions et les organisations professionnelles pour parvenir à une formation parmi les meilleures.</li> </ul>
<b>Comment faire face à l'ubérisation de l'économie touristique ?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mieux réguler le secteur en incluant les plateformes numériques dans le droit commun, afin d'éviter une concurrence déloyale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire en sorte que tout individu travaillant de façon exclusive pour un employeur de fait puisse exiger voir cette activité couverte par un contrat en CDI et cela immédiatement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En termes de fiscalité, mettre les opérateurs sur un pied d'égalité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un secrétariat d'Etat dédié aux mutations économiques pour les anticiper,</li> <li>Les accompagner et non les subir en termes de concurrence déloyale.</li> <li>Faire que les "innovants" et les "traditionnels" jouent avec la même règle du jeu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Concernant les nouvelles technologies, comme l'innovation et l'intelligence sont ce qu'il y a de plus fort dans notre Pays, avoir comme perspective concernant le digital de localiser en France les têtes de réseau, les cerveaux du système.</li> </ul>
<b>Simplification et fiscalité: quelles mesures prendre pour faciliter le travail des professionnels du tourisme ?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un statut unique pour éviter la distinction et parfois une certaine discrimination entre salariés et indépendants, et donner des droits à chacun quel que soit son type d'activité.</li> <li>Abaisser le seuil de déclenchement des aides de la BPI et de la CDC afin d'encourager toutes les initiatives en termes de projets touristiques, notamment les plus modestes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une concurrence non faussée entre les grands groupes à 8% d'impôts et les PME entre 28% et 30%.</li> <li>Inciter à l'investissement productif par une baisse de l'impôt sur les sociétés à 25%.</li> <li>Réviser toutes les niches fiscales.</li> <li>Réaliser un effort global de 100 Milliards d'euros par an vers l'investissement productif avec pour priorité la transition écologique et la protection de l'écosystème.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un "droit à l'erreur" pour les entrepreneurs, voire certains salariés, dans les relations avec l'administration.</li> <li>Concernant la problématique des normes relatives aux transmissions, mettre en place un moratoire pendant 5 ans sur certaines normes bloquantes lors de la reprise d'établissements touristiques.</li> <li>En termes de fiscalité, baisser les charges sociales dans le cadre de la transformation du CICE et donner de la visibilité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un guichet unique pour les TPE/PME comme point d'entrée pour toutes leurs questions sociales, fiscales, administratives.</li> <li>Pour la simplification, supprimer le prélèvement à la source.</li> <li>Procéder à une autre construction européenne avec l'objectif de libérer les entreprises de normes inutiles.</li> <li>Décentraliser la politique touristique au niveau des Maires dans une grande partie de sa réglementation afin de prendre en compte les spécificités des territoires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Donner un pouvoir d'adaptation au représentant de l'Etat, en lui permettant le pouvoir d'interprétation, dépassant ainsi les seuls textes qui créent des seuils, des normes et donc de l'injustice.</li> <li>Revoir également le désordre de la loi NOTRe, notamment concernant les Départements qui laissent trop rapidement le tourisme au détriment de la proximité et de la qualité dans les territoires.</li> </ul>
<b>Comment aider les Français qui ne partent pas en vacances ?</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Relancer le tourisme social en accompagnant les Comités d'Entreprise.</li> <li>Elargir les chèques-vacances aux employés non-salariés à domicile.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le pouvoir d'achat des Français en augmentant de 16% le SMIC, tout en octroyant des aides aux TPE et PME pour les soutenir face aux difficultés transitoires qu'elles pourraient connaître dans le cadre de cette revalorisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer l'accès aux chèques vacances, notamment pour les salariés des PME et de la fonction publique, en les ouvrant à la concurrence.</li> <li>Créer des chèques vacances européens.</li> <li>Lancer un PASS culture à 500 euros, avec une possibilité notamment de voyager, ouvert à partir de 18 ans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aider les classes populaires par l'instauration de la priorité nationale,</li> <li>la revalorisation du minimum vieillesse,</li> <li>l'instauration d'une prime à destination des bas revenus, la baisse des tarifs réglementés,</li> <li>la diminution de 10% des 3 premières tranches de l'impôt sur le revenu, et le soutien aux centres de vacances.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer une sorte de "tourisme éducatif", notamment sous forme de "chèques tourisme éducatif" intégré dans l'allocation scolaire de rentrée.</li> </ul>